

Traversée du désert pour les centres-villes du Québec

La coalition Cœurs de villes et villages propose 11 mesures pour 4 ministres

Québec, le 25 janvier 2021 - Alors que nos centres-villes sont à nouveau désertés, la **coalition Cœurs de villes et villages** appelle le gouvernement Legault à aller au-delà des mesures de sauvetage à court terme pour mettre en place un plan d'ensemble pour sauver nos centres-villes. Les programmes d'urgence sont essentiels pour éviter à court terme la faillite des restaurants, lieux de culture et commerces de proximité, souvent situés dans nos centres-villes. Mais au sortir de la crise sanitaire, il faudra un plan d'action gouvernemental pour éviter que nos artères commerciales ne soient durablement amochées par leur mise en pause forcée.

Données à l'appui, la coalition démontre que les cœurs de collectivités ont été particulièrement affectés par les mesures sanitaires. Une augmentation de la vacance des locaux commerciaux dans les cœurs de collectivités se traduirait par une perte de revenus drastique pour les municipalités et aurait de graves conséquences sociales.

« Pour sortir plus forts de cette crise, et pour à nouveau compter sur le dynamisme de nos artères commerciales et centres-villes, le gouvernement doit articuler une vision d'ensemble au bénéfice du développement de nos centres-villes et noyaux villageois. Aux ministres Lebel, Laforest, Roy et Fitzgibbon, nous proposons onze mesures qui permettraient de donner un électrochoc à nos centres-villes », suggèrent les représentants de la Coalition Cœurs de villes et villages.

11 mesures pour quatre ministres

La coalition Cœurs de villes et villages propose au gouvernement du Québec d'élaborer un plan d'action. Celui-ci devrait s'appuyer sur les 11 mesures suivantes, tirées des recommandations transmises au gouvernement par la Coalition au printemps dernier pour soutenir la relance économique et sociale:

1. Adopter une politique d'achat responsable des acheteurs publics mettant de l'avant l'approvisionnement local.
2. Soutenir les organisations de concertation et d'appui au commerce de proximité.

3. Apporter un soutien technique et financier aux municipalités pour la requalification de leurs cœurs de villes et villages.
4. Favoriser l'acquisition par les communautés d'édifices ou de commerces jugés prioritaires.
5. Adopter une stratégie de localisation des édifices publics (emplois et services) priorisant les cœurs de villes et villages.
6. Construire, d'ici 5 ans, des dizaines de milliers de logements sociaux et communautaires bien ancrés dans leurs quartiers ou noyaux villageois.
7. Restaurer les bâtiments patrimoniaux qui font la fierté des communautés.
8. Créer une mesure de suivi de la santé de nos cœurs de collectivités.
9. Étudier les conséquences de la montée en puissance du commerce en ligne sur l'occupation des divers espaces commerciaux de nos collectivités et planifier les mesures de reconversion des espaces commerciaux excédentaires.
10. Moderniser la fiscalité municipale, notamment dans le contexte du virage du commerce en ligne.
11. Adopter une politique nationale d'aménagement du territoire.

Des dommages profonds

Rudement touchés par la pandémie, rappelons que les restaurants, lieux de culture et de culte et commerces de proximité sont parmi les entreprises qui subissent le plus les conséquences des – nécessaires – mesures de distanciation. La plupart ont pignon sur rue dans nos centres-villes, nos artères commerciales, nos cœurs de villages. Or, au printemps dernier, 72% des Québécois fréquentaient moins leur centre-ville, artère commerciale ou noyau villageois. À l'automne, 56% des restaurateurs du Québec prévoient devoir cesser leurs activités d'ici six mois, malgré les programmes d'aide offerts par les gouvernements.

Commerce en ligne: une solution imparfaite

Les commerces de proximité se sont ajustés aux nécessaires mesures sanitaires, et plusieurs se sont convertis au commerce en ligne et à la livraison locale. Toutefois, 47% des PME estiment que leur modèle ne se prête pas à la vente en ligne et la montée fulgurante du commerce en ligne a exacerbé la compétition mondiale pour nos commerces. En bout de ligne, les ventes de commerce au détail ont chuté pour atteindre 33,9 M\$ en avril, en baisse de 29,1% par rapport à février 2020.

Une situation déjà préoccupante avant la pandémie

En plus de la concurrence grandissante, l'offre de locaux dans des centres-villes et noyaux villageois est souvent dégradée, dans d'autres, inabordable. Avant même les effets désastreux de la pandémie, la dévitalisation menaçait plusieurs de nos rues principales si bien que des municipalités de partout au Québec ont adopté des plans afin de les revitaliser. La coalition Cœurs de villes et villages a été lancée en février 2020 afin de contribuer à redynamiser les centres-villes et les noyaux villageois du Québec.



CITATIONS

«Les restaurateurs, artistes, commerçants sont parmi les plus touchés par la pandémie. Par ricochet, nos centres-villes en souffrent aussi. Des solutions existent et les mesures que nous proposons ont tout le potentiel de permettre à nos cœurs de collectivités de se relever à la suite de la crise. Nous aurons besoin de nous retrouver sur nos artères commerciales, dans nos cœurs de villes et nos centres de villages », explique **Christian Savard, président exécutif, Rues principales.**

« Avant la crise, le centre-ville de Montréal était un des plus dynamiques en Amérique du Nord et constituait un pilier de la prospérité de notre société. Mettons tout en place pour préserver cet atout international de grande valeur pour le Québec », déclare **Billy Walsh, Président exécutif par intérim de l'Association des Sociétés de développement commercial de Montréal.**

« Nos artères commerciales devaient déjà faire face à la concurrence des centres commerciaux et des géants mondiaux de la vente en ligne. La pandémie est un coup fatal dans bien des cas. Il va falloir, au-delà de l'aide d'urgence, mettre en place des mesures pour que ces commerces, essentiels, retrouvent un contexte favorable », explique **Jean-Pierre Bédard, directeur général, Regroupement des sociétés de développement commercial du Québec.**

« Les centres-villes et les noyaux villageois sont au cœur de l'identité de nos collectivités et sont des endroits de rencontre, d'accueil et de partage par excellence. Le cadre bâti, incluant de nombreux bâtiments patrimoniaux, contribue à l'attractivité de ces artères commerciales. Un plan d'action gouvernemental est nécessaire afin d'assurer la préservation à long terme de ces lieux rassembleurs pour nos communautés », affirme **Renée Genest, directrice générale, Action patrimoine.**

« Laisser périliter les centres-villes aurait de graves conséquences. Cette dévitalisation renforce des enjeux sociaux. Les services de proximité et les échanges commerciaux, sociaux et culturels qui s'y font sont souvent les seuls accessibles quand on vit sans voiture, que ce soit par choix ou par contrainte physique ou financière. Des solutions, dont des modèles d'économie sociale, existent pour revitaliser nos milieux, pour le bénéfice de toutes et tous », déclare **Béatrice Alain, directrice générale, Chantier de l'économie sociale.**

« Retisser la toile économique de nos centres-villes, c'est consolider des emplois, solidifier les revenus de location et de taxes, mais c'est aussi offrir un terreau pour la solidarité et la résilience de nos communautés. Nos commerces de proximité sont à la base de cœurs de villes et villages en santé », déclare **Jeanne Robin, directrice principale, Vivre en Ville.**



À propos

La Coalition Cœurs de villes et villages est formée de Action patrimoine, l'Association des sociétés de développement commercial de Montréal, le Chantier de l'économie sociale, le Regroupement des sociétés de développement commercial du Québec, Rues principales et Vivre en Ville. Ces organisations se sont rassemblées pour sonner l'alarme sur le marasme généralisé des cœurs de villes et villages du Québec, et sur l'urgence de se donner un plan d'action gouvernemental pour renverser la tendance.